

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/NicaraguaLes-Chefs-d-Etats-d-Amerique-centrale-demandent-a-l-OEA-d-intervenir-dans-la-crise-institutionnelle-du-Nicaragua>

Nicaragua Les Chefs d'États d'Amérique centrale demandent à l'OEA d'intervenir dans la crise institutionnelle du Nicaragua

Date de mise en ligne : vendredi 16 septembre 2005

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par MCCA et SICA

Centre d'études interaméricaines,
Université Laval. Canada, 9 Septembre 2005

À l'occasion d'une réunion extraordinaire du Système d'intégration centraméricain (SICA) convoquée par le Nicaragua, les présidents des États centraméricains étaient réunis à Managua le 5 septembre, avec pour objectif de trouver une solution à la crise institutionnelle que traverse actuellement le Nicaragua. Ceux-ci ont demandé à l'Organisation des États américains (OEA) d'intervenir dans le conflit afin de rétablir l'équilibre des pouvoirs. La demande a été faite auprès de l'OEA en vertu de la Charte démocratique de l'organisation et a été faite officiellement par les présidents du Costa Rica, Abel Pacheco, du Honduras, Ricardo Maduro, d'El Salvador, Elías Antonio Saca, du Guatemala, Oscar Berger et du Nicaragua, Enrique Bolaños.

Plus précisément, les présidents centraméricains ont demandé au secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, de faire « avec la plus grande rapidité » un rapport sur la situation politique actuelle au Nicaragua et de remettre le document au Conseil permanent afin que celui-ci puisse participer sur demande à une solution de la crise. D'après les présidents centraméricains, la situation actuelle menace la stabilité et la démocratie du pays. De plus, selon eux, les récents événements auraient mis à mal le Protocole de Tegucigalpa et la Charte démocratique interaméricaine. On évoque pour preuve le non-respect du jugement de la Cour centraméricaine de justice (CCJ) par les partis d'opposition nicaraguayenne. M. Bolaños, quant à lui, a même affirmé que les actions de l'opposition à l'Assemblée nationale du Nicaragua visaient à former une nouvelle dictature.

Rappelons brièvement que l'Assemblée nationale du Nicaragua, menée par le Front sandiniste de libération national (FSLN) et le Parti libéral constitutionnel (PLC), a cherché, il y a maintenant 10 mois, à limiter les pouvoirs de l'administration du président à nommer les fonctionnaires pour certains services de l'État tels que l'eau, l'énergie et les télécommunications. Ces tentatives de réformes sont à l'origine de la crise actuelle, qui s'est aggravée par la suite. La semaine dernière la Cour suprême de justice du Nicaragua a confirmé la légalité de quelques unes des réformes constitutionnelles adoptées par le parlement. Toutefois, le gouvernement a affirmé qu'il ne respecterait pas ce jugement. Il se base sur un jugement en mars de la Cour centraméricaine de Justice qui avait déclaré ces réformes constitutionnelles juridiquement inapplicables. Récemment, le FSLN et le PLC ont même menacé d'entamer une procédure afin de destituer le président Bolaños pour fraude électorale.

V.D.

Sources :

- ▶ « Centroamérica pide a la OEA que intervenga en la crisis institucional de Nicaragua », América Economica, 6 septembre 2005.
- ▶ « El Gobierno de Nicaragua ignorará la sentencia del Supremo para reformar la Constitución », América Economica, 1 septembre 2005.
- ▶ « Presidentes piden secretario general OEA un informe sobre crisis », Terra España (EFE) , 6 septembre 2005.
- ▶ « Centroamérica pide OEA acciones en Nicaragua », La Prensa Gráfica, 7 septembre, 2005.
- ▶ « Presidentes centroamericanos piden a la OEA adoptar medidas respecto a la crisis institucional nicaragüense

», Europa Press, 5 septembre 2005.

- ▶ Filadelfo Aleman, « Presidentes piden asamblea de la OEA por la crisis institucional en Nicaragua », El Nuevo Herald (AP) , 6 septembre 2005.
- ▶ « Piden a Insulza un informe sobre crisis en Nicaragua », ABC Color (EFE) , 5 septembre 2005.
- ▶ « Presidentes se reúnen para analizar crisis en Nicaragua », Terra España, 5 septembre 2005.